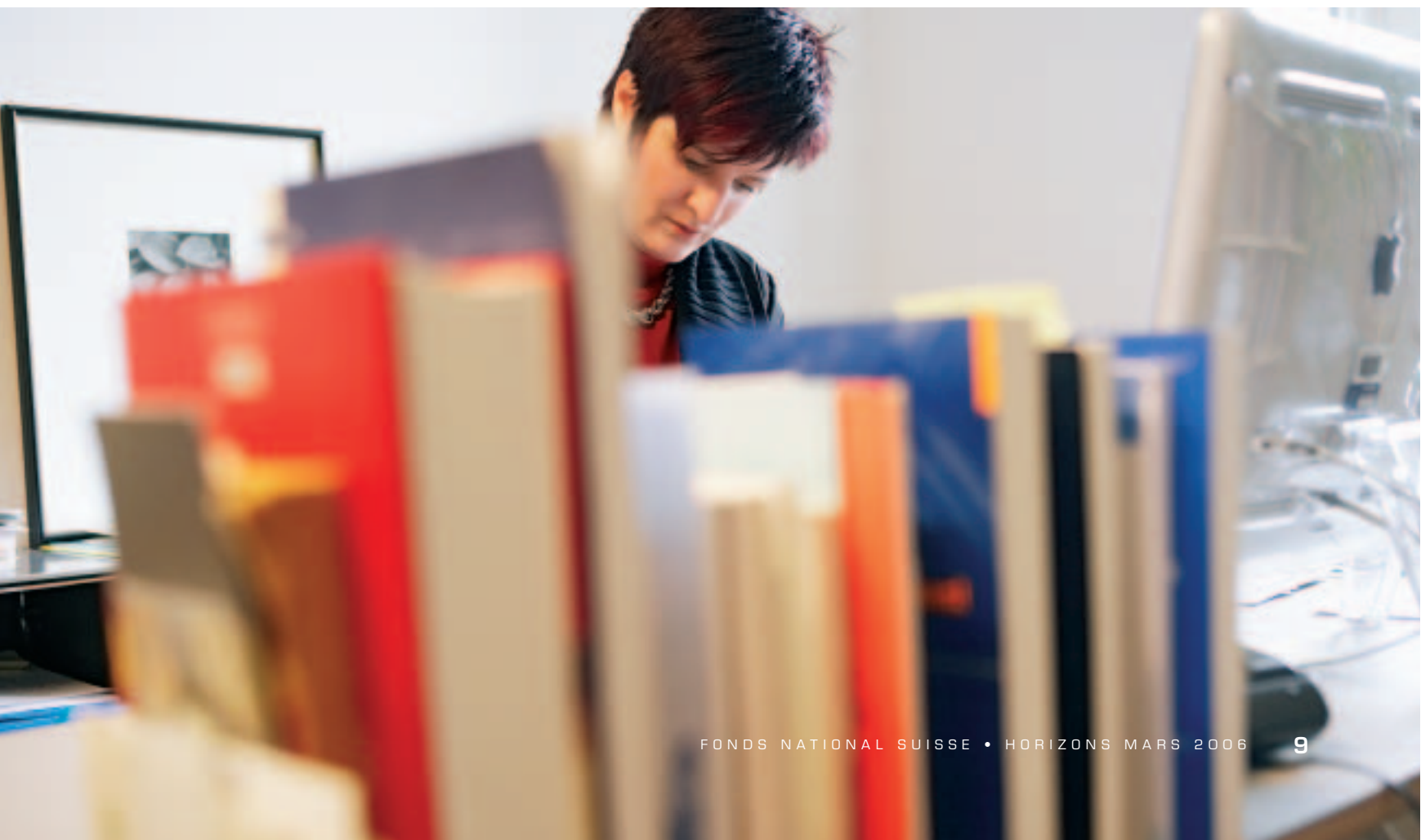




La recherche en question

A l'heure où la pression des économies se fait de plus en plus forte, la recherche doit, plus que jamais, se justifier. Qu'apporte-t-elle à l'économie? A la société? Et pourquoi se focalise-t-on sur son utilité concrète? Exemples et réponses tirés de la recherche et de l'économie.

Photos : Béatrice Devènes / Pixsil (en haut), Derek Li Wan Po



Que nous apporte la **recherche fondamentale**? La sociologue des sciences **Sabine Maasen** montre que l'utilité sert aussi de critère à la communauté scientifique pour comparer des secteurs très différents.

Interview par Erika Meili. Photo Derek Li Wan Po

« Le public reflète la concurrence entre les sciences »

Vous étudiez la façon dont science et société s'influencent mutuellement. Qu'est-ce que la société retire de votre travail ?

Sabine Maasen : L'étude des sciences se penche aussi sur cette question : d'où vient l'idée que le travail scientifique devrait avant tout, ou de plus en plus, avoir une utilité concrète ? Nous étudions, par exemple, le rôle que jouent les nanosciences dans la société et l'effet que produit sur elles le débat social et éthique. En résumé, nous sommes une sorte d'instance d'observation qui examine les formes que prennent les relations toujours plus étroites entre science et société, ainsi que leurs conséquences. Nos analyses sont destinées à des chercheurs mais aussi aux instances de pilotage, c'est-à-dire aux universités ou aux institutions d'encouragement à la recherche.

Hormis les innovations et la réflexion, quels sont les mérites de la recherche fondamentale ? Une compétence de résolution des problèmes, par exemple ?

La compétence de résolution des problèmes fait aujourd'hui partie de ce qu'on appelle les compétences-clés, comme la capacité à communiquer et la compétence à l'interdisciplinarité. Le problème, c'est qu'il y a aujourd'hui un risque de séparation : les sciences exactes assureraient le savoir technique, les sciences humaines les compétences-clés.

Les sciences humaines ne sont donc pas reconnues pour leur valeur propre ?

Elles font en tout cas l'objet de très fortes interrogations. Cela s'exprime dans la discussion qui s'amorce sur l'« économie » de la formation. Un mouvement d'adaptation est certainement nécessaire.

La société (du savoir) et les sciences exactes posent des questions et des exigences nouvelles. Mais cette évolution modifie et multiplie également la valeur des sciences humaines. La capacité de réflexion, par exemple, est un bien culturel, mais représente aussi aujourd'hui une compétence-clé dont on attend qu'elle serve l'« employabilité ». Cela montre la grande ambivalence de l'évolution actuelle. Une capacité de réflexion non compatible avec le marché n'est pas sans valeur, mais elle n'est pas directement exploitable – ni dans le cadre de l'université, ni en dehors.

Cela signifie-t-il que les sciences humaines, telles qu'on les connaissait jusqu'ici, vont perdre en importance ?

C'est une question encore ouverte. Nous constatons en tout cas que les sciences humaines se présentent toujours davantage comme des sciences culturelles. Cette nouvelle définition peut aussi être comprise comme une réaction aux exigences de la société, qui leur demande d'offrir un savoir adapté au marché, susceptible d'être utilisé et mis à profit de manière flexible.

Il est donc question ici de management du savoir, de la culture, de l'organisation, c'est-à-dire plutôt de gestion et de mise en réseau du savoir que de « biens culturels » au sens classique du terme. La capacité à la réflexion, en tant que bien culturel, ne se perd pas complètement, mais elle est rendue compatible avec le marché.

Vous dites que le rapport entre science et société est plus étroit. Pourquoi ?

La sensibilisation et les interrogations sur la science sont certainement liées à

des accidents spectaculaires du type de Tchernobyl. D'où une plus forte implication de l'opinion publique, lorsqu'il s'agit, par exemple, d'estimer les conséquences des technologies, des informations en plus grand nombre, etc.

La société s'est elle aussi « scientifiée ». Il suffit de songer à l'importance croissante des experts en politique et dans les médias. Cette évolution est aussi due à la diminution des ressources financières et aux questions qui en découlent : combien veut-on investir dans la science et si oui, dans quels domaines ? Mais est-il possible de comparer un travail sur un manuscrit de Shakespeare avec les nanosciences ? Actuellement, l'opinion publique devient presque un point de référence commun, à partir duquel on prend position. Elle reflète la lutte concurrentielle entre les sciences.

Quelles sont les conséquences de cette évolution ?

La société exerce plutôt une influence indirecte sur la science. Sa sensibilité accrue a également un effet sur les universités et sur des institutions d'encouragement à la recherche. Celles-ci s'efforcent toujours davantage de réguler la science. Et les scientifiques doivent se justifier de manière de plus en plus détaillée : pourquoi fait-on ceci, de quelle façon, existe-t-il des problèmes éthiques, des aspects importants liés au genre, un rapport avec le développement durable ? Autant d'éléments qu'il faut exposer avec beaucoup d'exactitude – et toujours plus souvent.

Ces justifications ont pris une telle place qu'il reste peu de temps pour la



recherche et la réflexion. Aujourd'hui, les chercheurs ne doivent pas seulement livrer de bons résultats sur le plan scientifique. Il faut encore que ces derniers rencontrent une forte adhésion sur le plan social, et ceci dans un laps de temps de plus en plus court. Les chercheurs sont donc soumis à une pression considérable.

D'un autre côté, la société semble avoir une attitude plus sceptique qu'avant à l'égard de la science.

Ce constat ne vaut que pour certains domaines de recherche spécifiques très médiatisés comme les biotechnologies. Et là encore, les avis ne sont pas exclusivement critiques, ils sont ambivalents. Car plus l'opinion publique se penche sur un sujet, plus les désaccords s'intensifient – comme dans les cercles scientifiques.

De manière générale, la société n'a cependant pas un regard plus sceptique qu'avant sur la science. De nombreux sondages l'ont montré. Je me demande si cette opinion publique critique existe vraiment ou s'il s'agit d'un mythe. Pour moi, elle représente au moins un moyen d'exercer davantage de contrôle.

La Suisse disposant de peu de ressources naturelles, la science et sa force d'innovation représentent sa seule chance de relancer la croissance économique.

On attend en effet beaucoup de la science, dans tous les secteurs : en politique, en économie, en médecine. Mais puisqu'on la considère comme un facteur de production décisif, pourquoi n'investit-on pas avec plus de circonspection dans la relève scientifique ? Actuellement, on s'engage beaucoup trop tôt dans les structures de recherche incertaines du projet à durée limitée. Beaucoup de temps est perdu en demandes et en rapports, au détriment du temps consacré à la thèse proprement dite.

Nous avons un besoin urgent de structures d'encouragement durables, comme le programme d'études doctorales, qui épaula une équipe de doctorants durant trois ans. On peut ainsi constituer des équipes de chercheurs bien formés et capables de travailler ensemble. L'encouragement de la relève a justement besoin du long terme. ■